

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 21/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2024

Contexte et constats

Publié sur 

TRONOX FRANCE SAS

95, rue du Général de Gaulle
68800 Thann

Références : 0006702686_2024_10_04_Trinox_VIIC_legionelles
Code AIOT : 0006702686

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2024 dans l'établissement TRONOX FRANCE SAS implanté LIEU DIT Ochsenfeld 68800 Vieux-Thann. L'inspection a été annoncée le 18/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La légionellose est une maladie qui reste mortelle (taux de létalité de 10 % chaque année en France). Le taux d'incidence est élevé dans l'Est de la France. En région Grand-Est, en 2023, le taux d'incidence s'élevait à 4,9 cas pour 100 000 habitants, pour une moyenne nationale à 3,2 cas pour 100 000 habitants.

Les tours aérofrigorifères (TAR) sont susceptibles de favoriser le développement des légionelles et la DREAL a choisi de mener une action collective en 2024 afin de vérifier que les risques de prolifération des légionelles sont maîtrisés pour ces installations. Ainsi, il est prévu 25 contrôles de TAR dans le Haut-Rhin.

Par ailleurs, les résultats des analyses légionelles effectués au niveau des TAR doivent être transmis via l'outil Gidaf, qui est consulté par l'Agence régionale de Santé lorsqu'il y a un cas de légionellose déclaré. Il est donc important que ces résultats soient disponibles et représentatifs de l'eau dispersée dans les TAR.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRONOX FRANCE SAS
- LIEU DIT Ochsenfeld 68800 Vieux-Thann
- Code AIOT : 0006702686
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est un ancien dépôt de déchets industriels exploité depuis 1930. Ce site a accueilli les déchets industriels des usines chimiques de Thann. Il permet actuellement, entre-autre, de traiter les effluents acides en provenance du site de Tronox Thann et de produire du gypse rouge.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 - Prévention de la prolifération de légionelles
- Installations contrôlées : L'installation comprend un ensemble de deux TAR permettant le refroidissement d'un seul circuit d'eau, qui assure l'abaissement de la température des effluents de l'usine de traitement du site avant rejet à la Thur. Les installations contrôlées sont précisées dans les points de constat.
- Référentiels utilisés :
 - arrêté préfectoral n02008-226-16 du 13 août 2008, codifiant et complétant les prescriptions applicables à la société MILLENNIUM INORGANIC CHEMICALS THANN SAS pour l'exploitation de son site d'Aspach le haut et de Vieux-Thann,
 - arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Résultats des analyses des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	Demande d'action corrective	30 jours
5	Stratégie de traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Demande d'action corrective	2 mois
9	Entretien des installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suivi de la concentration en Legionella Pneumophila	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a	Sans objet
3	Modalités de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	Sans objet
6	Mise en œuvre du traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Sans objet
7	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c	Sans objet
8	Entretien/état de surface	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif du contrôle était de vérifier le respect des prescriptions liées à la maîtrise du risque de prolifération des légionelles dans les tours aéroréfrigérantes de l'installation.

Sous un délai fixé dans les points de contrôle listés ci-dessus, pour lesquels une action corrective est demandée par l'Inspection, il est nécessaire de :

- mettre en cohérence la stratégie de traitement avec le suivi effectif des concentrations mesurées sur l'eau du circuit et faire mention dans la stratégie de traitement tous les

- justificatifs demandés par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013,
- faire figurer les traitements réalisés sur l'eau de circuit dans les rapports d'analyses.

S'agissant de non-conformités documentaires, qui peuvent être aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade (demande d'action corrective). Toutefois, à défaut de la transmission des éléments justifiant de la mise en conformité dans les délais indiqués, un projet de mise en demeure sera proposé au Préfet.

Sous un délai fixé dans les points de contrôle listés ci-dessus, pour lequel une mise en demeure est proposée par l'Inspection, il est nécessaire :

- de modifier le point de prélèvement des échantillons représentatifs de l'eau dispersée,
- d'entretenir les installations, notamment l'échangeur de chaleur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement est réalisé [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. [...] Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection un « schéma TAR Ochsenfeld » version du 6 juillet 2009 - circuit eau d'appoint + traitement revu et corrigé le 15/7/2024.</p> <p>Sur ce schéma, il apparaît que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'eau refroidie dans les TAR s'écoule dans les bassins situés sous chaque TAR, rejoint un pot central (une cuve fermée), est pompée, passe dans deux échangeurs de chaleur avant d'être à nouveau dispersée dans les TAR, • l'ajout d'eau d'appoint, le prélèvement de la purge de déconcentration et l'injection des produits de traitements se font dans les bassins situés sous les 2 TAR, • la prise d'échantillon d'eau de circuit se fait après pompage dans le pot central et avant le passage dans les échangeurs de chaleur. <p>Ce fonctionnement a été confirmé par les explications de l'exploitant et le contrôle visuel sur site. Sur site, l'Inspection a constaté la présence d'un point de prélèvement, identifié par un marquage « point prélèvement TAR ». Il s'agit d'un dispositif de prélèvement installé sur la panoplie de suivi des paramètres de l'eau de refroidissement, situé dans le local attenant aux TAR.</p> <p>Le point de prélèvement est situé avant les échangeurs de chaleur, qui peuvent être le lieu de développement de Legionella Pneumophila (LP). L'eau dispersée est située à l'aval de ces échangeurs. Ainsi, l'eau qui est analysée n'est pas représentative du risque dispersion. L'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Suivi de la concentration en Legionella Pneumophila

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. [...]
Constats : Il a été constaté, par consultation sur GIDAF (l'application informatique de Gestion Informatique des Données d'Autosurveillance Fréquente) des résultats transmis par l'exploitant (échantillonnage sur la période de janvier 2022 à août 2024), que les prélèvements et analyses des Legionella pneumophila (LP) ont bien été réalisés mensuellement. Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Modalités de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : [...] Les dispositions relatives aux échantillons répondent aux dispositions prévues par la norme NF T90-431 (avril 2006) ou par toute méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées.
Constats : Sur les bordereaux d'analyses des prélèvements réalisés en août et septembre 2024, transmis à l'Inspection à sa demande, il est indiqué que les prélèvements sont réalisés conformément à la norme FD T90-522. Dans l'avis du 11 avril 2024 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour l'environnement, cette norme FD T90-522 est reconnue comme une méthode de référence pour le prélèvement pour la recherche de légionelle dans l'eau. Les dispositions relatives aux échantillons n'appellent donc pas de remarques de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Résultats des analyses des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses légionelles
Prescription contrôlée : [...] Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :

<p>[...]</p> <p>- nature (dénomination commercial et molécules) et concentration cible pour les produits de traitement utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants, biodispersants, anticorrosion...);</p> <p>- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage de produits injectés. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage, l'Inspection a contrôlé le rapport d'analyse de la LP selon norme NF T 90-431, daté du 18 septembre 2024. Celui-ci mentionne que les produits de traitement et leurs concentrations sont non connues, et il est fait mention d'un traitement choc biologique Spectrus NX100 que l'exploitant a déclaré, lors du contrôle, ne pas avoir utilisé.</p> <p>L'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 5 : Stratégie de traitement préventif

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[....]</p> <p>l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH.</p> <p>[....]</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis à l'Inspection à l'issue de la visite une fiche de stratégie de traitement préventif pour la TAR Neutral datée du 7 octobre 2024. Cette fiche décrit la stratégie de traitement suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - injection de produit anti-corrosion /antitartre Hydrex 2149 avec une concentration dans le circuit maintenue à 20 ppm, sans description complète des modalités d'utilisation (asservissement,...), - injection en continu d'un biodispersant Hydrex 2027 avec une concentration dans le circuit maintenue à 10 ppm, asservie au débit d'appoint, - injection en continu de Javel avec un résiduel entre 0,2 et 0,5 mg/l de ClO, asservie à une sonde de chlore en ligne. <p>Cette fiche justifie le traitement par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les matériaux du circuit en acier et inox 316l, • le volume du circuit de 11 m³,

- une température de peau (= température du film d'eau du circuit en contact avec la paroi la plus chaude du circuit) de 60°C,
- la qualité d'eau d'appoint (faiblement chargée, dureté et alcalinité faible), du pH résiduel faible en circuit (pH<8) et du temps de contact dans les installations pour le biocide non oxydant.

A la lecture du tableau de suivi de la tournée opérateur, il a été constaté que le pH est supérieur à 8 (8,36 en moyenne du la période du 10 septembre au 7 octobre), en contradiction avec l'hypothèse ci-dessus retenue pour la justification de la stratégie de traitement.

Compte-tenu de la composition des produits Hydrex 2149 et 2027, la fiche indique un résiduel au niveau des purges de :

- moins de 2 mg/l de zinc, moins de 1 mg/l d'orthophosphate et moins de 2 mg/l d'acrylate pour l'Hydrex 2149,
- moins de 1,5 mg/l de copolymère d'oxyde d'éthylène et de propylène pour l'Hydrex 2027.

Elle n'indique pas les produits de décomposition du biocide oxydant (Javel) et elle indique « nous ne disposons pas à l'heure actuelle de données concernant les produits de décomposition des matières actives dans ces produits [Hydrex 2149 et Hydrex 2027] ».

Ainsi, la stratégie de traitement n'est pas complètement justifiée selon les exigences de la prescription contrôlée et la fiche ne décrit pas :

- l'ensemble des consignes d'utilisation, tel que les modalités d'injection du produit Hydrex 2149,
- les produits de décomposition des produits de traitement.

L'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Mise en œuvre du traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. [...]

Constats :

L'Inspection a réalisé un contrôle sur site pour vérifier la mise en œuvre d'un traitement préventif ayant pour objectif celui cité dans la prescription contrôlée. Pour cela, l'Inspection a notamment vérifié la concordance entre les pratiques constatées et celles décrites dans la stratégie de traitement, cette dernière ayant pour objectif la réduction du biofilm et la limitation de la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

Sur site, la présence de cuves de stockage des produits Hydrex 2149, Hydrex 2027 et de Javel a été constatée (cuves portant des étiquettes correspondantes aux produits, présentes dans le local de traitement attenant aux TAR). Ces produits correspondent à ceux indiqués dans la stratégie de traitement présentée par l'exploitant.

Les cuves translucides permettent de constater de visu le niveau des produits. Cette vérification est faite par l'exploitant lors des tournées de contrôle (au moins une fois par jour). L'exploitant a transmis à l'inspection un extrait du tableau de report de la tournée opérateurs qui permet de

confirmer cette pratique.

Il a été constaté que l'injection des produits de traitement se fait au moyen d'une pompe doseuse par produit. En cas de défaut de l'une des pompes, un report se fait sur la supervision. Lors de la visite, l'exploitant a simulé un défaut pompe Javel, et l'alarme correspondante a été constatée sur la supervision. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le contrôle du bon fonctionnement de ces pompes faisait partie de la tournée d'inspection réalisée 3 fois par jour par un agent.

L'injection de Javel se fait sur horloge (injection d'un volume défini chaque heure) et est également régulée grâce à une sonde de mesure du potentiel rédox sur l'eau du circuit. L'exploitant a indiqué que le contrôle du chlore résiduel se fait par analyse grâce un chloromètre portatif au moins une fois par mois.

L'injection des produits Hydrex est asservie au pH et à la conductivité de l'eau de refroidissement (paramètres suivis en continu grâce à des équipements de mesure présents dans le local de traitement). L'automate de pilotage de l'injection des produits Hydrex est présent dans le local de traitement.

Le report du suivi du pH et de la conductivité a été constaté par l'Inspection sur le poste de supervision. Les deux paramètres ont des niveaux d'alarme seuils haut et bas.

La concordance entre les pratiques constatées et celles décrites dans la stratégie de traitement n'appellent pas de remarques de l'Inspection. Les dispositions relatives à la prescription contrôlée n'appellent donc pas de remarques de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Nettoyage annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle

Prescription contrôlée :

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.

Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.[...]

Constats :

L'exploitant a remis à l'Inspection le rapport n° AHS0723DXG1093REV1 du nettoyage mécanique deux tours aéroréfrigérantes EWK site Ochsenfeld à Vieux Thann réalisé les 17 et 18 octobre 2023 et le bon de commande du prochain nettoyage prévu le 31/10/2024. Ce nettoyage est réalisé lors d'un arrêt complet des TAR.

Ce rapport du nettoyage de 2023 mentionne notamment :

- la pulvérisation d'un désinfectant associé à un tensioactif, le nettoyage et rinçage par un jet à haute pression des ventilateurs, des séparateurs (de gouttelettes),
- du nettoyage et rinçage par jet à haute pression du système de distribution d'eau et corps d'échange,
- la pulvérisation d'une solution détergente, le nettoyage et rinçage par un jet à haute pression des parois internes de la TAR,
- du nettoyage mécanique du bassin.

La réalisation de cette prestation est illustrée par un rapport photographique en fin de rapport.

Concernant la gestion du risque sanitaire, le rapport de nettoyage 2023 précise que la méthodologie suivante était prévue :

- balisage et protections des zones de travaux, mise en place de la signalétique de prévention (panneaux port du masque/zone non autorisée/risque biologique, bande bicolore, barrières souples et rigides),
- EPI spécifiques (casques avec jugulaires, lunettes couvrantes, protections auditives, masques cartouches filtrantes, combinaisons, gants chimique et maintenance, bottes et chaussures de sécurité, harnais et longes),
- confinement des installations à l'aide de bâche à usage unique type film plastique pour éviter le risque d'émissions d'aérosols lors de la phase de nettoyage mécanique et l'utilisation des jets haute pression.

Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entretien/état de surface

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle

Prescription contrôlée :

L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.[...]

Constats :

Par échantillonnage, les photographies jointes au rapport de nettoyage de 2023 montrent un état de surface satisfaisant (après nettoyage) sur les parties de la TAR en contact avec l'eau dispersée.

Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Entretien des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14 décembre 2013, article 15

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des échangeurs thermiques pour les eaux de rejet

Prescription contrôlée :

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues [....]

Constats :

Dans le cadre de ce contrôle, seules les installations relatives aux tours aéroréfrigérantes ont été contrôlées.

Lors de la visite d'Inspection, une fuite importante a été constatée sur l'échangeur de chaleur Sud (échange de chaleur entre l'eau refroidie par la TAR et les effluents de l'usine de traitement). Cet échangeur est constitué notamment d'un système de tuyauteries contenant les effluents de l'usine de traitement, qui est fuyard.

L'exploitant a indiqué que cette fuite avait fait l'objet de travaux correctifs. Un extrait de la

Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur du site a été fournie pour confirmer ce point. Il y est indiqué que l'intervention devait avoir lieu entre le 28 juin 2024 et le 30 août 2024. L'exploitant a expliqué que le sujet était encore ouvert car la prestation de réparation des fuites n'a pas été faite correctement par son prestataire.

Considérant la prescription susvisée explicitant que les installations doivent être convenablement entretenues, l'inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois